



Semaine du 30 juin au 6 juillet 2008 n° **222**

Sommaire

- **Retraites des non titulaires de la Fonction publique** : sept syndicats s'opposent à la réforme de l'Ircantec
- **IBM France** : nouvelle grève pour les salaires
- **Sanofi Aventis** : une stratégie « tout financier »
- **Presse** : grève chez Marie-Claire pour les salaires
- **Sondage** : 63 % des Français insatisfaits de la politique économique du gouvernement
- **Démographie et emploi** : le secteur sanitaire et social rattrapé par le papy boom
- **Santé** : les professionnels de plus en plus nombreux
- **Formation initiale** : un jeune sur six quitte l'école sans diplôme

Édito

**Pouvoir d'achat
Vous êtes impatients ? Dites-le !**

On n'avait aucun doute sur la banalisation de la communication à défaut de contenu politique. On en a encore une belle démonstration la semaine passée avec le lancement de la campagne de pub sur le pouvoir d'achat. Plus de 4 millions d'euros seront engloutis pour tenter de ne pas faire mentir le candidat Sarkozy devenu président « bling bling » à défaut d'être celui du pouvoir d'achat. Cette campagne n'a que peu de vertus. Elle porte l'attention sur les prix dont il faut bien constater l'envolée, mais elle détourne l'attention sur le problème de fond, celui des salaires. Car il est bien là, le problème. Ni la participation, ni l'intéressement, ni l'épargne salariale, ni les augmentations individualisées supposées récompenser « les meilleurs » ne permettent de déverrouiller les mécanismes d'une consommation en berne. Nos catégories ne sont pas épargnées par cette réalité. La reconnaissance des qualifications, des responsabilités n'est pas au rendez-vous. Dans ce contexte les salariés ne sont pas dupes et il n'est pas étonnant de voir que pour 2007, ce sont les salaires qui ont été le premier sujet de conflictualité d'abord, de négociations et d'accords signés ensuite dans les branches et dans

les entreprises. Les augmentations accordées ont été en moyenne moins fortes qu'en 2006 (+ 3,5 % contre + 4 %). En entreprise, la rémunération représente plus du tiers (35,9 %) des textes signés en 2007, avec 7 233 accords sur 20 170. C'est en effet ce qui ressort du dernier bilan de la Commission nationale de la négociation collective. Il nous apprend que c'est la conflictualité qui donne le plus de chances aux revendications d'être un jour posées sur la table des négociations et discutées. Sur la question du partage de la richesse, alors que les curseurs sont très souvent au désavantage des salaires, qui peut penser que les actionnaires vont se couper un ongle sans regimber, sans se faire forcer la main ? Plus cette question des augmentations générales sera portée avec force de manière collective, unitaire, plus elle a de chances d'aboutir. Si nous ne le faisons pas, nous renonçons à remettre du carburant dans la consommation des ménages et nous nous condamnons à trouver les « bons plans » pour acheter toujours moins cher sur internet, à attendre les soldes pour habiller toute la famille. Au passage, on appréciera combien le « consommer » est devenu une sorte de sport. Les gagnants ? Ce sont les plus malins, ceux qui se lèvent à 6 heures pour courir les soldes et qui voyagent low-cost. Des conflits salariaux se développent dans nombre d'entreprises, mais soyons lucides, quand tout le monde parle du pouvoir d'achat avec une telle unanimité de façade, la réponse syndicale n'est pas encore à la hauteur. La réponse, ce n'est pas de transformer le salarié en actionnaire. Ce n'est pas dans l'individualisation.



Retraites des non titulaires de la Fonction publique Sept syndicats s'opposent à la réforme de l'Ircantec

Le gouvernement réunit lundi les fédérations syndicales de la Fonction publique sur un projet de réforme de l'Ircantec, le régime de retraites complémentaires des agents non titulaires de la Fonction publique. « Ce projet organise la hausse des cotisations et la baisse des pensions de retraite, sans qu'aucune étude de son impact sur les personnels concer-



nés ne soit communiquée. D'autres hypothèses que la baisse des pensions doivent pouvoir être examinées », s'inquiètent les fédérations syndicales UGFF-CGT, CFE-CGC, CFTC, FGF-FO, FSU, Solidaires (Sud) et Unsa. Elles « refusent ensemble le passage en force actuellement envisagé. Elles interviendront dans la réunion de lundi pour que le temps des études préalables et de la concertation soit respecté ».

IBM France Nouvelle grève pour les salaires

A l'appel d'une intersyndicale CGT, CFDT, CFTC, FO, SNA, Unsa, des salariés d'IBM France ont mené une nouvelle journée de grève mardi ponctuée par des rassemblements sur plusieurs sites. Les grévistes demandent 4,5 % d'augmentation générale en 2008. Ils réclament également le rattrapage de la perte de pouvoir d'achat accumulée depuis plusieurs années, soit une augmentation complémentaire pour 2008 de 5 % des salaires annuels de base, avec un minimum de 300 euros.



Sanofi Aventis Une stratégie "tout financier"

Le syndicat CGT du groupe pharmaceutique a lancé mercredi un cri d'alarme alors que le groupe a annoncé début juin la suppression de 700 emplois de visiteurs médicaux. Une centaine de ces visiteurs médicaux se sont rassemblés mardi à Paris, devant le siège de la direction opérationnelle du groupe. Par ailleurs, une autre manifestation avait eu lieu la semaine dernière devant le siège du groupe à Antony (Hauts-de-Seine) pour s'opposer à un projet de suppressions d'emplois, concernant l'usine de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne). « L'évolution de la stratégie est très négative », a indiqué à l'AFP Thierry Bodin,



coordinateur CGT de Sanofi-Aventis, estimant que « 40 % des 7,1 milliards d'euros de bénéfices » enregistrés en 2007 « vont en dividendes » pour les actionnaires. La CGT dénonce également le récent programme de rachat d'actions, de l'ordre de 3 milliards d'euros, destiné à faire « augmenter le bénéfice net par action ». « Les conséquences à court terme de ce tout financier sont socialement catastrophiques, mais également à long terme, car on handicape les capacités de développement du groupe dans toutes ses activités », y compris la recherche en nouveaux médicaments, a souligné le coordinateur CGT.

Presse Grève chez Marie-Claire pour les salaires

À l'appel du Syndicat national des journalistes CGT, des salariés du groupe de presse féminine (Marie-Claire, Avantages, Cosmopolitan...) se sont mis en grève mardi pour exiger une augmentation générale des salaires de 150 euros pour tous les salariés. Ils dénoncent l'accord salarial signé par la direction avec FO, qui prévoit une revalorisation salariale de 2,5 % pour les salaires en-dessous de 4 500 euros.



Sondage 63 % des Français insatisfaits de la politique économique du gouvernement

Avec une baisse de 4 points par rapport au mois de mai, « la politique économique du gouvernement se maintient toujours à un niveau record d'impopularité », pointe le sondage BVA-France Inter-Les Échos paru aujourd'hui. C'est quand même mieux que les records des gouvernements



Villepin (74 % en juin 2006) et Raffarin (69 % en avril 2005). A propos d'un des sujets très sensibles pour les Français dans cette période, 71 % d'entre eux (contre 21 %) ne font pas non plus confiance au gouvernement pour limiter la hausse des prix des matières premières et de l'énergie.

Démographie et emploi Le secteur sanitaire et social rattrapé par le papy boom

Une enquête de la branche professionnelle rendue publique vendredi 27 juin révèle que près de 14 % des salariés du secteur sanitaire et social privé non lucratif ont plus de 55 ans, contre 10,7 % en moyenne nationale. Si ce chiffre révèle un taux d'emploi des seniors élevé, il risque cependant de poser dans les dix ans un gros problème en raison du départ massif à la retraite de ces salariés. Ce vieillissement des effectifs met aussi en lumière des professions de moins en moins attractives en raison des salaires et des conditions de travail. Cela, alors que les besoins de la population vont en grandissant et qu'on annonce par exemple 50 000 places supplémentaires pour l'accueil des personnes handicapées. Les 700 000 salariés de la branche sont très majoritairement féminins (74 %) et en CDI (contrat à durée indéterminée), selon l'enquête. Le temps partiel concerne un peu plus d'un CDI sur quatre (contre un sur trois en 2000) et les contrats aidés sont en recul.



Santé

Les professionnels de plus en plus nombreux

Entre 2000 et 2007, les effectifs de l'ensemble des professions de santé réglementées ont augmenté de 20,3 %, indique le troisième rapport de l'Observatoire national de la démographie des professionnels de santé. L'augmentation est beaucoup plus faible chez les médecins (+ 7,3 %) et les chirurgiens-dentistes (+ 2,2 %), dont les effectifs au 1^{er} janvier 2007 sont respectivement de 208 000 et 41 000 personnes. Les psychomotri-



ciens (+ 42,5 %), les audioprothésistes (+ 54,5 %), les ergothérapeutes (+ 56 %) et surtout, les opticiens (+ 71 %) sont les professions qui ont vu leur nombre le plus augmenter au cours de cette période. Entre 1995 et 2005, les effectifs des médecins spécialistes ont progressé de 14,8 % alors que l'augmentation des effectifs des médecins généralistes n'a été que de 6,9 % sur cette période.

Formation initiale

Un jeune sur six quitte l'école sans diplôme

Un jeune sur six quitte le secondaire sans diplôme chaque année et se retrouve exposé au chômage et à la précarité, déplore le Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (Cerc) dans un rapport paru jeudi. Et en France plus qu'ailleurs, « *ne pas disposer de diplôme, c'est être repéré comme en échec par les employeurs potentiels* », souligne le Cerc. Le taux de chômage des jeunes non-diplômés, cinq ans après avoir quitté l'école (41 % en 2005), atteint le double du reste de leur tranche d'âge. Ces jeunes sont majoritairement des garçons issus de milieux modestes, ayant souvent redoublé au moins une fois à l'école élémentaire et grandi dans des familles monoparentales ou nombreuses.

